République Démocratique du Congo (RDC)

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

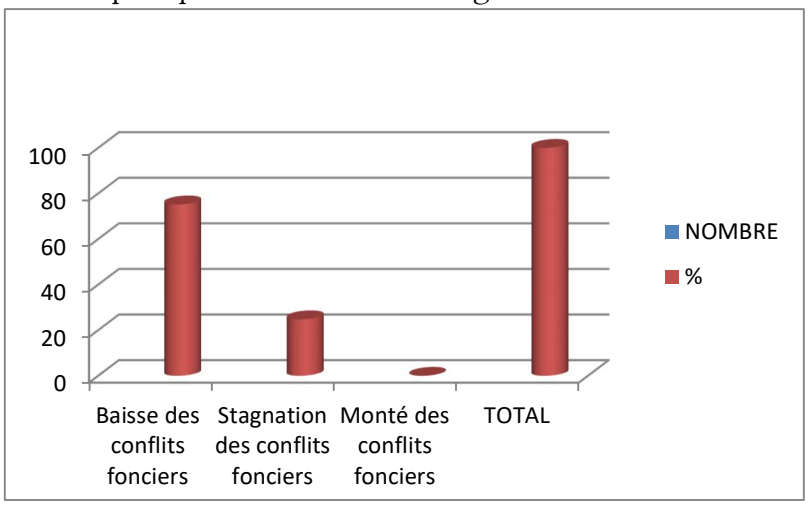
RAPPORT NARRATIF FINAL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PKAM

Titre du Programme : ***Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le Genre dans la zone prioritaire « Autour de Kitshanga » - PAMOJA KWA AMANI NA MAENDELEO***		Numéro du Programme (le cas échéant) Numéro de référence du projet au MPTF : SB-008236.06
Entités participantes de l'ONU : UN-Habitat, UNFPA, UNESCO		Partenaires d'exécution : • Gouvernement • MONUSCO • ONGs Internationales et Nationales : Hope in Action (HIA), Women of Africa WOA), LUCODER, Save Communities in Conflict (SCC)
Budget total du Programme (en USD) : 2 999 868,05 Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 2 999 868,05 Contributions propres : Autres Contributions:		Durée du Programme : Durée totale : 28 mois Date de démarrage : 01 Aout 2017 Date de fin : 31 octobre 2019
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours -veuillez joindre le document le cas échéant ☐ Oui ☒ Non Date: Évaluation finale – veuillez joindre le document le cas échéant ☐ Oui ☒ Non Date:		Rapport soumis par : Nom: CLAUDE NGOMSI Titre: CTA a.i / RDC Organisation participante : UN-Habitat E-mail: claude.ngomsi@un.org

PARTIE 1 – LES PROGRES

Objectif Spécifique 1 - La Gouvernance foncière est améliorée

Les progrès sont observés après la mise en œuvre de ce projet. Pour arriver à ces progrès, le projet a appuyé les collectifs des organisations de jeunes et de femmes pour les rendre plus opérationnelles et autonomes dans la prise en charge des questions foncières qui touchent les femmes et les jeunes. Aussi, le projet a renforcé les capacités opérationnelles de l'administration foncière pour plus d'efficacité dans la gestion foncière.



Avec une étude réalisée en 2019, 75,2% de personnes interrogées ((58,6% Femmes et 41,4% Hommes) perçoivent que les conflits fonciers ont baissé dans leurs communautés suite aux interventions du projet pendant que 24,8% des personnes enquêtées ont déclaré que les conflits fonciers n'ont pas connus de progression ou diminution.

Résultat 1.1 – La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés	Etat
	X

XXXX

49% dont 29% Hommes et 20% Femmes, lors d'une étude réalisée en 2019, ont déclaré avoir à un *bon accès à la terre* grâce au projet. Tandis que 51% dont 25% ménages hommes et 26 % ménages femmes ont déclaré au court de la même étude avoir accès à un '*Très bon accès à la terre'.*

XXx

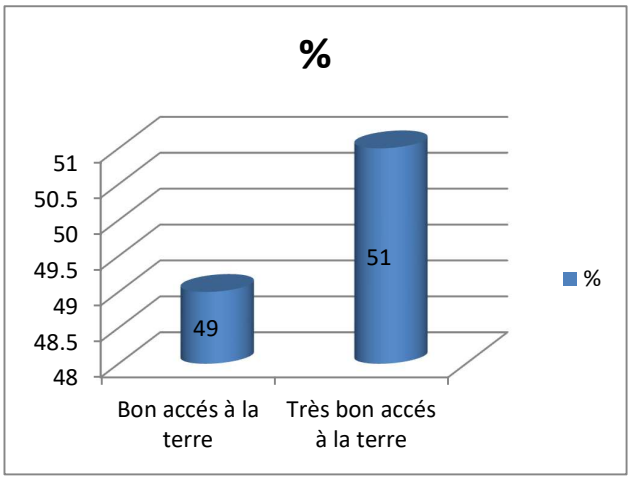


Figure 1: 49% des personnes enquêtées ont accédé à un 'bon accès à la terre'. Tandis que 51% des personnes enquêtées ont eu 'un très bon accès à la terre'.

Le projet prévoyait la sécurisation foncière dans les sites de Bweramfula et Burungu (2sites). Dans le site de Burungu, les populations ont 'très bien accédé à la terre', après la résolution de conflit foncier qui les opposait au concessionnaire ADIDJA. Pour une sécurisation foncière de 400 ménages prévus par le projet, Une sécurisation foncière alternative a été faite sur le site de Burungu et a bénéficié à 170 ménages (120 ménages Hommes et 50 ménages Femmes. Les cartes d'occupation actuelle de ce site et la projection 2013 sont en annexe de ce rapport.

Sur les deux sites qu'on pouvait expérimenter cette sécurisation foncière, seul Burungu a connu des succès. La résolution pacifique du conflit qui opposait ces bénéficiaires au concessionnaire a constitué un élément positif pour arriver

à la sécurisation de ce site pilote. Après la résolution de ce conflit, les bénéficiaires ont mise en valeur leurs terres par la construction en semi durable et durable des édifices publics (Eglises, Ecoles, Marché public) mais aussi le stade a été réaménagé. Des tensions qui commençaient à dégénérer en violences entre parties aux conflits ont cessé définitivement suite à la résolution de ce conflit foncier dans le site qui constitue actuellement un centre de négoce de la localité Burungu.

Le projet n'a pas permis la sécurisation du deuxième site (Bweramfula) comme prévue. Le conflit foncier qui oppose la succession Paul Hangi à plus ou moins 1200 ménages n'a pas eu de solution en entièreté. Le fait que la solution a été trouvée sur une partie de la concession, cela ne permet pas de procéder à la sécurisation foncière de toutes les parcelles de la concession. Ce conflit foncier complexe sera résolu dans la deuxième phase et le processus de sécurisation foncière interviendra au cours de cette deuxième phase.

Produit 1.1.1 – les capacités des populations à l'accès et à l'utilisation de la terre sont accrues XXXX

Sur 100 bénéficiaires prévus par le projet, plus de 100 personnes ont été formées sur la sécurisation foncière alternative et légale. Selon le conservateur de titres immobiliers de la circonscription foncière de Rusthuru, l'impact de ces séances de formation ressort que 20 personnes ont sollicité les titres de propriété foncière auprès des services de la circonscription foncière de Rusthuru après avoir été sensibilisé par les membres de structures qui ont participés aux séances de formation et cela constitue un changement conclu-t-il.

Deux plans fonciers ruraux (sur deux prévus par le projet) ont été élaborés au cours de ce projet. Il s'agit du plan d'utilisation des sols (PUS) sur les sites de Burungu et Katuunda (cfr annexe N°2). Selon les représentants des populations, ces deux plans sont des outils de prévention des conflits liés au foncier dans l'avenir. Sur 11.784 personnes dont (2284F, 574 filles, 3396 H, 1530 garçons), le projet a facilité l'accès à la terre à 3751 personnes (1361 F ; 2125 H), 384 filles, 933 garçons). L'obtention des 7 conventions collectives locales (sur 10 prévues par le projet) pour faciliter ces bénéficiaires à la terre a été obtenue après 20 séances de plaidoyer auprès de concessionnaires sur 25 séances prévues par le projet.

Dans la zone de Bashali, les anciens ouvriers n'envahissent plus les concessions foncières comme avant le projet où en 2015 et 2016 les populations anciennes ouvrières avaient envahis les concessions ex SICIA[1]. En 2017, plus de 690 ménages anciens ouvriers de la concession Bihira ont été expulsés de force par le concessionnaire, mais grâce au projet dans la zone, aucun cas d'expulsion n'a été enregistré bien que la concession Bihira a posé problème en 2017[2].

Plus particulièrement, le projet a permis la résolution des conflits fonciers les plus meurtriers de la zone **(Kahira)** à travers ces conventions collectives locales. Ces conventions locales sur Kahira ont permis de trouver une solution au conflit foncier Bihira où le concessionnaire a accepté une compensation de 100 Ha pour que les populations de Bihira occupent les 100 ha dans la concession Kihimba[3].

[1] Dans un rapport de mission produit par ONU HABITAT en 2015, les anciens ouvriers ont envahis les concessions de Kihonga, cfr Rapport Annule ONU HABITAT/Nord Kivu, 2015 et 2016

[2] Dans un rapport sur le conflit Bihira/butale, ONU HABITAT fait un constat du déguerpissement des plus de 690 ménages par la milice Nyatura sous les ordres du concessionnaire en Septembre 2017.

[3] Parmi les conclusions de l'atelier de médiation et plaidoyer tenu à l'hôtel Mbinza en Novembre 2018, les concessionnaires présents se sont engagés à contacter d'autres absent de la rencontre pour les persuader à céder définitivement plus ou moins 10% de leurs concessions conflictuelles dans la zone de Bashali Mukoto. C'est dans ce cadre que le concessionnaire Bertin Kirivita a cédé 100 Ha de sa concession de Kihimba en faveur de populations de Bihira après les arrangements internes avec le concessionnaire DUNIA BAKARANI.

Autre point fort réalisé par ce projet, 739 Ménages dont 481 Ménages hommes et 258 Ménages femmes, ont déclaré avoir reçus définitivement 120 hectares de terre cédés par les propriétaires terriens grâce à l'intervention du projet avec l'appui des autorités locales à Kandole, Burungu/kabalekasha.

Produit 1.1.2 – Les services de l'administration foncière sont appuyés

La théorie du changement : Le changement global attendu de ce produit était que l'Etat, à travers l'administration foncière, soit de plus en plus reconnu comme seule interface dans la gouvernance foncière et que son autorité soit imposable afin que les conflits liés à la terre soient réduits, suite à l'amélioration des services de l'administration foncière. Le projet prévoyait appuyé une circonscription foncière. D'où, le projet a renforcé les capacités des services de l'administration foncière de la circonscription foncière de Masisi.

La dotation des outils suivants a amélioré les services rendus par l'administration foncière :

1. station totale grand format TS02.
2. 5 GPS 64ST.
3. 4 Ordinateurs Lap Top HPi5 ;
4. 30 jalons ;
5. 3cartons papier duplicateurs A4 ;
6. 2Imprimantes multifonctionnels canon MF 237 W ;
7. 10 mètres Rubans.

Pour faciliter le travail du service foncier de la brigade de Kitshanga, une dotation en chaises, tables et fournitures de bureau a été faite.

Les personnes rencontrées estiment que les cas de spoliations ou duplications de titres fonciers dus aux erreurs de l'administration foncière ne sont plus enregistrés. A l'immédiat, le changement apporté par cette dotation est la création de la confiance entre administrés et administration foncière en matière foncière poursuit les agents du cadastre.

D'après les entretiens eus avec les populations de Kitshanga en 2019, les risques de rançonnement des bénéficiaires ont été réduits à 40%. Par ailleurs, les agents de l'administration foncière contactés pensent qu'avec cette dotation, il y aura amélioration des conditions de travail de l'administration foncière, ils appliquent les notions acquises pendant la formation (50 (46 H et 4 F y ont pris part) sur 70 (42 H et 28F prévue par le projet). La formation portait sur les notions qui ont permis aux agents de l'administration foncière de prévenir les cas de conflits fonciers liés aux erreurs de leur service.

Produit 1.1.3. Connaissances accrues des membres des communautés (hommes, femmes, groupes marginalisés) sur les mécanismes d'accès à la terre et de sécurisation foncière

Sur 3000 (1500 H; 1500 F) personnes à sensibilisées par le projet, 4510 personnes dont 2503 Hommes et 2007 Femmes ont répondu positivement aux questions des facilitateurs après chaque séance de sensibilisation durant le projet. Pour atteindre ce résultat, au-delà de la prévision (Cibles), 6 structures communautaires de jeunes et de femmes qui ont reçus des subventions en AGR pour leur autonomie fonctionnelle ont été mise à profit. En effet, les plates-formes d'organisations de femmes ont mis un accent sur le rôle de la femme et l'accès à la terre. Les pratiques discriminatoires envers les femmes et filles ont fait l'objet de sensibilisation, ce qui fait qu'en 2019, 2610 femmes rurales ont réclamé leurs droits fonciers et bénéficient les droits sur les

successions et héritages au travers les médiations. Les différents rapports de sensibilisation montrent que les questions portaient sur les connaissances acquises sur les thématiques liées au foncier notamment la procédure légale d'acquisition des terres en RDC, le droit de succession etc….

Lors de la rencontre avec le conservateur de titres immobiliers de Rusthuru, celui-ci a déclaré que cette connaissance a permis aux personnes touchées par les sensibilisations de solliciter 20 titres fonciers mais 9 ont pu être octroyés, la majorité de demandeurs n'ayant pas des moyens pour se payer les titres et d'autres se butaient à l'insécurité pour atteindre facilement le bureau de l'administration foncière de Rusthuru. A ces jours, la mentalité des populations de la zone d'intervention a changé parce que maintenant les populations savent que la sécurisation foncière passe par l'obtention de titres fonciers octroyés par l'administration foncière: propos recueilles en 2019.

En termes de défis, l'on doit souligner que trois facteurs ont bloqué l'accès aux titres fonciers par une certaine catégorie de la population :

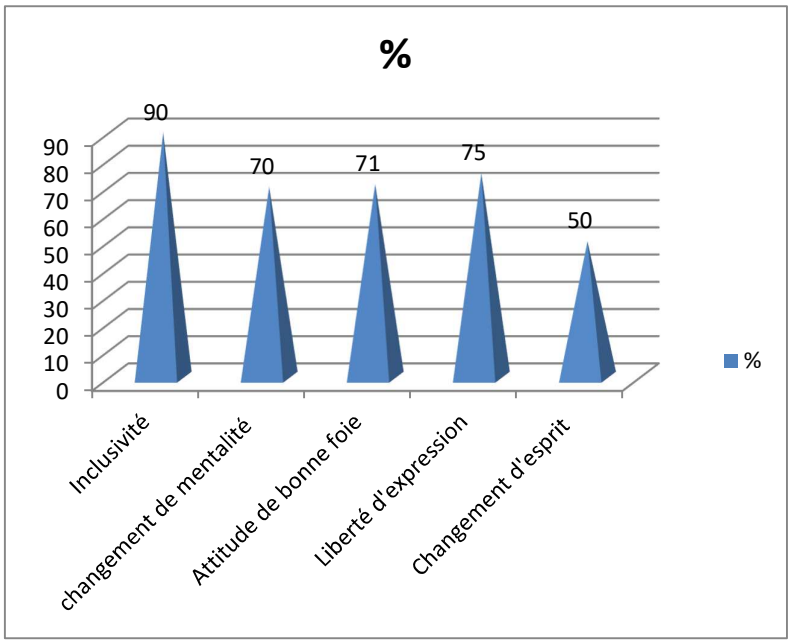
a. La résurgence des groupes armés dans la zone ;
b. L'éloignement de service de l'administration foncière ;
c. L'inadaptation du tarif foncier ;

Résultat 1.2 – Une gestion participative des questions foncières est assurée	Etat
	X

XXXX
Seules, 65 personnes dont (39 H; 26 F) ont participés aux formations sur la gestion participative de terres dans le cadre de ce projet.
L'organisation SCC et la plate-forme sous coordination foncière locale de Kitshanga sont maintenant engagées dans la mise en place d'une planification foncière communautaire participative. A l'occasion des réunions de coordination des membres de la sous coordination foncière locale de Kisthanga, Ces structures ont mené des échanges et discussions autour de la répartition équitable des terres. Pour les membres de la sous coordination foncière locale, le fait qu'ils savent maintenant que la question foncière n'est pas nécessairement liée aux conflits mais et surtout de la mauvaise répartition des terres et de l'absence des plans d'aménagement pour l'utilisation de sols, cela constitue un changement apporté par le projet.
.
Au cours d'un entretien eu avec les membres de la coordination foncière locale, tous sont unanime que dans les prochaines activités de structures foncières, les thèmes de sensibilisation et formation porteront aussi sur les thématiques liés à l'aménagement du territoire et la nécessité de mettre en place un plan d'utilisation concertée de la terre afin d'éviter les conflits fonciers.

Produit 1.2.1 – Des structures de coordination entre l'administration foncière, les autorités coutumières et la société civile sont opérationnelles

Sur 10 plates-formes de dialogues prévue par l'appui du projet, 7 Plates-formes de dialogue ont été mis à profit. Il s'agit des plates-formes de dialogue de femmes de Birambizo (SAFDI), plates-formes de dialogue de femmes de Nyanzale (BACAF), plates-formes de Femmes de Bashali (CAFPDI), plate-forme de Jeunes de Bashali (CLJ Bashali), plate-forme de Jeunes de Nyanzale (CLJ Mutanda), Plate-forme de Jeunes de Birambizo (CLJ Birmabizo), la sous coordination foncière de Kisthanga. Ces plates-formes ont constitué des outils solides pour pérenniser les acquis du projet. Pour les rendre plus opérationnelles, elles ont reçus de subventions sous formes des AGRs en vue de pérenniser les activités de prévention et de résolution des conflits fonciers.



L'appui apporté à ces structures a un impact positif sur la cohabitation des communautés car d'après une étude réalisée 2019, les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés à 90%, s'expriment librement à 75%, leurs mentalités ont changé après avoir écouté les autres à 70, leurs attitude est de bonne foi à 71%, leur esprit à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation a changé à 50%. Sur 6 rencontres prévues par le projet, les membres de ces structures se sont rencontrés avec les acteurs étatiques dans 6 rencontres organisées à Kisthanga pour peaufiner les stratégies de pérennisation de la paix. Sur 3 séances prévues, les acteurs se sont rencontrés 3 fois pour discuter de la gestion concertée des terres et la possibilité de mettre en place des plans d'aménagement ou plans d'utilisation de sols comme piste de solution durable aux conflits fonciers qui écument la région.

Au niveau provincial et local les duplications ont été prévenues à travers les rencontres entre acteurs fonciers malgré quelques dérapages enregistrés. Les solutions à l'amiables trouvées à l'issue de la médiation ont permis la relance agricole pour les ménages vulnérables et ont renforcé la cohabitation entre les membres de la communauté.

Produit 1.2.2 – Des conflits fonciers sont identifiés et résolus dans la zone du projet

Sur 10 structures à appuyer par le projet, 7 seulement sont opérationnelles. L'appui de ces structures a permis de prévenir les conflits fonciers. Depuis l'implémentation du projet, aucun incident lié à l'accès à la terre n'a été signalés. Les structures ont organisées des activités de sensibilisation pour la prévention des violences liées au foncier en privilégiant le recours des méthodes alternatives de résolution pacifique des conflits fonciers.
La promotion des méthodes alternatives de résolution pacifiques des conflits fonciers a eu un impact immédiat soit les résultats.

- Sur 250 conflits fonciers qui impliquent 842 (234 H et 408 F), les structures de médiation ont documenté de 417 conflits fonciers qui impliquent **9.940 ménages** dont **5.511** ménages dirigés par des hommes, 4.065 ménages dirigés par des femmes, 238 Jeunes Garçons, 126 jeunes Filles. Ces sont des conflits qui portent sur les concessions successions, limites, contestation de transactions foncières, regroupements de villages etc…) ;
- Sur 56 conflits fonciers à résoudre par le projet, les structures de médiation ont résolus pacifiquement 250 conflits avec des accords signés par les deux parties. Ces conflits impliquent 2191 personnes dont 890 Hommes, 1079 Femmes, 119 Garçons et 63 Filles
- Dans la zone du projet, les personnes en déplacement commencé à regagner leurs villages une fois retrouvé leurs anciennes terres mais l'insécurité continue à empêcher le retour et la réintégration de personnes en déplacement.

Défis et mesures de mitigation

OBS1

Défis :

a. Le risque de duplication des activités (liées au foncier) par les acteurs fonciers (projet FARM, PKAM et projet CISPE) ;

   Au niveau local, il faudra capitaliser la sous coordination foncière locale pour le suivi de qui fait quoi, où, avec qui et comment.

   Au niveau provincial, il faudra activer la coordination foncière sous le lead du ministre des affaires foncières. Des activités conjointes pourront être identifiés et suivi en synergie.

a. Une forte demande d'intervention dans les zones reculées.
   Nous demanderons au secrétariat technique de présenter ce gap aux Conseil d'Administration Provinciale et auprès des bailleurs des fonds pour l'extension des activités dans lesdites zones dans **une deuxième phase**.

b. L'éloignement des instances de médiation face aux bénéficiaires ;
c. L'insécurité dans la majorité de la zone d'intervention ;
d. L'éloignement des services de l'administration foncière aux demandeurs de titres fonciers ;
e. Le retard dans l'exécution des activités du projet ;
f. La perte du véhicule de location de SCC par Incendie involontaire à Bwalanda.
g. Le changement des activités du produit 1.1 de l'OBS1 par le cadre d'échange de Kisthanga a retardé la mise en œuvre de ce produit.

OBS1.

Mesures de mitigation: Nécessité de la deuxième phase du projet.

a. Finalisation de la médiation des conflits fonciers en cours de documentation durant le projet et qui menacent la paix ;
b. Appui aux coordinations foncières locales et provinciales ;
c. Renforcer la coordination des projets de stabilisation et projets alignés ;
d. Le déploiement des équipes mobiles de médiateurs fonciers dans les zones éloignées pour des séances de médiations foncières en faveurs de vulnérables ;
e. Appui de l'installation de brigades foncières dans la zone du projet ;
f. Homologation des compromis par les tribunaux de paix à travers les jugements d'expédient pour les rendre obligatoire).

Coordination

OBS1.

Points faibles.

a. Faible partage des planifications des activités des différents partenaires leaders des différents consortiums (UNHABITAT/SCC, projet FARM et projet CISPE).
b. Absence des certains partenaires de mise en œuvre du projet sur terrain ;

OBS1.

Points forts

- Présence d'une coordination foncière locale mieux organisée dans les interventions de suivi conjoint des conflits fonciers et de partage des informations dans la zone prioritaire autour de Kitshanga.
- Présence du Bureau de coordination du projet sur terrain à Kitshanga ;
- Partage des TDRS pour toute activité entre SCC et UN HABITAT

Encrage institutionnel

OBS1.

- Respect des recommandations issues des réunions de coordination foncière locale.
- L'appropriation des AGRs dotées aux plates-formes des organisations de jeunes et de femmes par les autorités locales ;

- L'octroi des subventions aux structures communautaires Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) Bashali, CLJ BiramBizo, CLJ Nyanzale, CAFPDI, BCAF, Collectif de Birambizo permettra la continuité des activités même après le projet ;
- L'accompagnement du ministère des affaires fonciers et ses services techniques offre une occasion à ces services de s'approprier les activités de terrain ;
- XXXX

Questions de genre

OBS1.

a. Suivi de la prise en compte d'une budgétisation sensible au genre durant la mise en œuvre des activités du projet
b. sélection des bénéficiaires et leur implication dans le déroulement des activités de médiation, formation et sensibilisation.
c. Les structures de femmes et de jeunes ont été appuyées selon leurs besoins exprimés sans distinction de rôles/Attributions et sexe ou autres considérations qui entravent le respect du genre. Cet appui répond aux besoins des jeunes filles et garçons qui sont membres des regroupements des femmes et des jeunes ;
d. Dans le suivi et résolution de conflits fonciers, un accent particulier était réservé à l'accès des femmes, filles et jeunes au foncier.
e. Dans certains conflits résolus, les compromis ont été orientés dans le sens d'accorder des droits fonciers qui n'étaient pas reconnus dans la région. Exemple Conflit GATEMBEREZI où son épouse a reçu la gestion du patrimoine foncier pour rétablir la cohésion au sein de la famille, une première pratique dans leur zone.

Leçons apprises

OBS1.

a. Les partenaires de mise en œuvre sélectionnés au niveau local constituent une opportunité aux organisations communautaires de mettre en œuvre le projet dans des zones affectées par l'insécurité et inaccessibilité;
b. La stabilisation est une option pour le relèvement communautaire dans plusieurs zones en proie aux groupes armés,
c. Quand les équipes mobiles de médiateurs fonciers sont constituées et déployées dans les zones éloignées, les femmes et jeunes filles recourent à la médiation pour recouvrer leurs droits fonciers recouvrent ;
d. La médiation foncière offre une opportunité aux personnes marginalisées de recouvrer leurs droits fonciers ;
e. Le recours aux plates-formes des organisations de jeunes et de femmes permet de pérenniser les activités des projets

Histoires de succès
OBS1.

1. *Conflit Kihimba*

« Nous remercions sincèrement Mr B qui, par médiation et le plaidoyer de UNHABITAT, nous a cédé définitivement 36 Ha de terres et 56 parcelles pour notre habitation dans la concession Kihimba.

Cela est un soulagement pour des milliers de ménages anciens ouvriers, et particulièrement une occasion aux anciens ouvriers de Kihimba de reprendre la vie après de décennies de déplacement causé par les violences à la suite du conflit foncier Kihimba » tel sont les propos du président des anciens ouvriers de Kihimba.-

2. Mme la responsable du collectif Bureau Central des associations féminines de Nyanzale (BCAF) déclare que :
   « l'appui en AGR reçu du partenaire de UNHABITAT a été fructifié, ainsi, un moulin supplémentaire et deux chèvres ont été acquis. Les deux chèvres ont été données à deux organisations membres du collectif qui, au départ n'étaient pas appuyés. Ceci renforce leur autonomisation".
   Le changement dans la vie des bénéficiaires grâce aux AGR le rendent capables de répondre aux besoins même dans leurs ménages.

3. Conflits fonciers Kahira
   Mr APPOLO , ancien chef d'un groupe armé (Bohoza) déclare que l'intervention de ONU HABITAT a permis aux populations jadis en conflit avec les concessionnaires de Kahira, Tambi et Chungo d'être en harmonie avec les nouveaux concessionnaires après plusieurs années de violences qui ont endeuillé sa famille (Ses deux parents 'père et mère', sa sœur et son neveux ont été abattus dans les violences foncières de la zone). Grace au projet, la cohésion sociale est observée au sein des populations de Kahira, Tambi et Chungo. Il poursuit en disant que dans cette zone, les populations ne sont plus déguerpies, l'abattage de vaches ne se fait plus, les tueries ne sont plus d'actualité mais par contre, on y observe un mouvement des retournées qui rentrent dans leur lieu d'origine après plusieurs années en déplacement.

4. A Burungu, maman Adidja Ruchavose a déclaré « Mon mari avait vendu une partie de ma concession de plus de 10ha sans mon avis. A travers la médiation soutenue ONU-Habitat, les occupants ont remboursé à titre de compensation une somme d'argent chacun, ce qui m'a permis de recouvrer mes droits jadis détenus par les personnes qui occupaient cette portion de terre illégalement …cet argent m'a permis de me procurer une maison et une grande parcelle où j'habite actuellement avec mes enfants…à mon avis, la médiation est en train d'aider les femmes délaissées et opprimées dans une région où les femmes rurales qui n'ont pas un grand espace d'expression…».

Objectif Spécifique 2 - *Cohésion sociale et résilience communautaire accrues*

XXX

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée	Etat
	X

XXXXX
En ce qui concerne la Cohésion Sociale et la Résilience Communautaire, il sied de noter que la mise en œuvre du projet a contribué sensiblement à la réduction des conflits inter et intracommunautaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. En effet, au début des activités du projet, le pourcentage de réduction de conflits inter et intracommunautaire était à 30%. Actuellement, les conflits inter et intracommunautaires ont été réduit à 72% sur 80% prévu à la fin du projet.

Cette réduction des conflits inter et intracommunautaires résulte de la mise en œuvre des activités du projet d'une part avec la dotation des activités génératrices des revenus (AGRs) aux jeunes vulnérables et à risques bénéficiaires du projet, identifiés et sélectionnés et représentant toutes les différentes ethnies de la communauté dans la zone prioritaire autour de Kitshanga et principalement la réunification des jeunes des différentes communautés autour des activités génératrices des revenus collectives. Cette dotation des AGRs aux jeunes de différentes communautés a permis de réduire à 65% l'enrôlement de jeunes dans les groupes armés (une estimation faite en juin 2019 - d'après les archives de la division des affaires sociales au niveau de Goma et de l'inspection territoriale chargée des affaires sociales dans le territoire de Rusthuru) sur un taux de 80% prévu dans le cadre du projet.

Les leaders communautaires et les organisations locales actives dans l'encadrement des jeunes démobilisés dans le Rutshuru et Masisi, ont déclaré que les AGRs ont eu un effet positif avec une marque « très bonne » sur la cohésion sociale. Le projet prévoit que les membres de communauté se déclarent avec une marque « excellent » vis-à-vis des effets des AGRs sur la cohésion sociale contrairement au début du projet où les personnes interrogées disaient que ces effets s'estimaient avec une marque « Bonne ».

D'autre part, les activités conviviales et ludiques organisées au cours de la mise en œuvre du projet, ont contribué à réduire la méfiance intercommunautaire et à instaurer un climat de confiance entre les jeunes de différentes communautés. Ceci est perceptible grâce à cette motivation des jeunes à organiser des activités ensemble en dehors des activités du projet, une attitude qui favorise le vivre ensemble en paix.

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée	Etat
	X

D'après une évaluation menée en 2019, 80% des bénéficiaires ont réussi à fructifier leurs AGRs. Les jeunes bénéficiaires ont saisi les opportunités qui leur ont été offerts pour s'intégrer pleinement dans la communauté et améliorer leur condition de vie. Le pourcentage des jeunes filles représente 45 % du total.

Notons que le suivi de proximité effectué depuis janvier 2019 à ce jour auprès des bénéficiaires du projet et les discussions avec le cadre communautaire sur la mise en œuvre des activités du projet, ont permis de constater encore une fois de plus le changement perceptible dans le comportement des jeunes bénéficiaires du projet avec les activités génératrices des revenus.

Un constat fait au niveau de Kitshanga est que près de 60 % des bénéficiaires de la deuxième phase de dotation des AGRs, ont diversifié leurs activités de manière à tirer profit de l'une et l'autre activité. A titre d'exemple, un bénéficiaire qui choisit de faire la vente de carburant et en même temps de faire la vente des articles divers. Cette façon de faire prouve à suffisance une appropriation des activités de la part des bénéficiaires qui ont compris la nécessité des AGRs et un sens de responsabilité accrue et saisie pour une stabilisation dans la communauté.

La mise en œuvre du projet a contribué de manière significative à la réduction des conflits inter et intracommunautaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga au travers l'octroi des activités génératrices des revenus aux jeunes vulnérables et à risques bénéficiaires du projet mais essentiellement la réunification des jeunes de différentes communautés ethniques autour des activités génératrices des revenus collectives.

Résultat 2.1: réinsertion socioéconomique des jeunes assurée

Signalons que AGRs collectives ont favorisé la cohésion sociale. Les bénéficiaires du projet regroupés autour de leurs activités et tiennent chaque semaine des réunions. Au cours de ces réunions, ces jeunes de différentes XXX discutent non seulement autour de la gestion des AGRs mais aussi autour des aspects liés à la cohabitation pacifique. Le seul fait de se mettre ensemble autour d'une même table pour discuter des problèmes qui les concernent et de trouver ensemble des solutions, permet à chacun de membre d'accepter l'autre tel qu'il est indépendamment de son ethnie. On peut percevoir dans le groupe une volonté de vivre ensemble avec le partage de pouvoir et une bonne collaboration.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2019, les groupes armés locaux jadis actifs se sont vidés, plusieurs jeunes ex-combattants ont maintenant une occupation à travers les AGRs ou les groupements d'intérêts économiques qui leur permettent de se stabiliser dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Ces activités leur ont permis donc de se désolidariser de plus en plus des groupes armés, de réduire le banditisme et la criminalité mais aussi le chômage. Par ailleurs, ces activités génératrices des revenus leur ont permis d'être plus utiles dans la société et ces jeunes réinsérés, s'approprient des opportunités qui s'offrent à eux pour améliorer leur condition de vie.

Cependant, certains les jeunes vulnérables dans la zone prioritaire autour de Kitshanga n'ont pas eu la chance d'être réinsérés comme les autres, particulièrement ceux vivant dans les villages éloignés de grandes artères ; ceci crée une sorte de jalousie parmi les jeunes qui n'ont pas été réinsérés.

Les missions de suivi et évaluation du projet organisées en 2019 dernier en témoignent plus que les activités réalisées par les partenaires de mises en œuvre en l'occurrence Women of Africa et Hope In Action, sont bien appréciées par la communauté, notamment, les activités de réinsertion socioéconomique des jeunes vulnérables et/ou à risques à travers la mise à disposition des AGRs individuelles et collectives ; et les activités de cohésion sociale.

Comme mentionné ci-haut, les leaders communautaires et les organisations locales actives dans l'encadrement des jeunes ont déclaré que les AGRs ont eu un effet positif avec une marque « très bonne » sur la cohésion sociale (source : Chef de Division des Affaires sociales).

Sur 600 bénéficiaires prévue par le projet, à ce jour, 600 jeunes vulnérables et à risques, ciblés dans le cadre du projet ont été réinsérés et ont une source de revenu stable grâce aux interventions du projet en dehors de 142 jeunes bénéficiaires des activités HIMO. Ces bénéficiaires ont été sélectionnés en collaboration avec la Chefferie, le CLPD, le CLJ, la société civile… Parmi lesquels il y a des Ex-combattants, des Filles mère et chef de ménage, des Enfant chef de ménage, des Jeunes non accompagnés, des Jeunes femmes veuves, des Orphelins de premier degré, des Pygmées et des Personnes avec handicap.

Produit 2.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socioéconomique

L'étude du marché menée en 2019, a permis de redresser et recadrer les activités de réinsertion socio-économique (AGR) et montrer les activités porteuses dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Il est ressorti de cette étude que chaque village ou site a sa propre caractéristique en matière des activités génératrices de revenus. Le point commun dans tous les sites se base sur l'agriculture et l'élevage. L'étude a montré aussi qu'il faudra amener les bénéficiaires à travailler ou développer des métiers identifiés comme rentables et qui sont restés longtemps oubliés dans leurs villages. A titre d'exemple : la briqueterie, la fabrication des fromages par l'installation des fromageries dans le pâturage, le système des stockages des produits agricoles après la récolte avant de le mettre sur le marché…

En ce qui concerne le commerce, l'étude montre également que le commerce des produits alimentaires, des unités, des carburants et autres activités comme identifiées dans ce rapport sont en général les plus recommandés pour un bon rendement car elles présentent peu des risques dans la zone.

Par ailleurs le groupement d'intérêt économique dans les sites du projet demande un accompagnement rigoureux et l'adaptation par rapport aux normes exigées, seulement, ne pas dépasser un nombre de dix personnes par groupement d'intérêt économique. Plusieurs séances de travail ont été organisées entre le Consultant et les partenaires de mise en œuvre en vue de renforcer leurs capacités sur la question et mettre à leur disposition un business plan et un guide pour les activités.

Ces leçons ont été intégrées et partagées avec les nouveaux bénéficiaires au cours de la formation sur les techniques pratiques de gestions des AGRs. Pour ce qui concerne les anciens bénéficiaires, un suivi a été fait sur la réalisation de leurs activités. Certains bénéficiaires ont dû changer leur AGR pour se lancer dans une autre activité porteuse.

Au cours de l'année 2019, le projet a déjà facilité la réinsertion socioéconomique 600 jeunes vulnérables et à risques dans les localités de Kitshanga, Mweso, Pinga, Nyanzale, Kikuku, Birambizo. Ces jeunes disposent désormais d'une occupation rémunérée, source d'un revenu stable. Comme indiqué plus haut, 80 % des jeunes qui ont reçus une AGR, continuent à travailler et à fructifier leurs activités. Ceci est perceptible grâce aux missions de terrain A ce nombre, s'ajoute également 142 jeunes vulnérables et à risques qui ont bénéficié d'emploi temporaire à travers les travaux de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sur les axes : Birambizo-Kitshanga, Mweso-Kalembe-Pinga, dans le cadre du projet.

Ces jeunes vulnérables se sont vus accompagner et encourager dans ces travaux pour leur permettre de lancer des initiatives économiques et améliorer leur autonomie financière. Ils gagnent 3$ par jour de leur travail, 2$ leur sont remis directement en vue de subvenir à leur besoin essentiel et le reste réservé au titre de l'épargne et remis à la fin des travaux pour leur permettre de se lancer dans une activité économique en vue de réduire leur vulnérabilité. Ces travaux d'HIMO ont permis la réouverture et traitement des points chauds des axes routiers de la zone.

Produit 2.1.2 – Des groupements d'intérêts économiques communs (GIEC) sont opérationnels

Sur 7 groupements d'intérêts économiques prévus par le projet, 12 groupements d'intérêt économique ont été mise en place et sont opérationnels. Notons qu'autant que les AGRs collectives,

les GIEs ont favorisé le renforcement des liens sociaux et la confiance intra et intercommunautaires. Cette volonté de vivre ensemble s'est accrue au niveau des communautés et entre les jeunes des différentes ethnies.

Résultat 2.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcées	Etat
	X

Plusieurs activités réalisées au cours de cette période, ont permis de resserrer les liens inter et intra sociaux au sein des communautés. Un total de 62 activités conviviales organisées ont permis aux jeunes des différentes ethnies dans la zone prioritaire de cohabiter ensemble en dépit des divergences liées aux aspects communautaires. En outre, 267 jeunes dont 91 jeunes filles ont participé aux fora de discussions entre jeunes de différentes communautés. Ces rencontrent périodiques organisées autour des questions qui les concernent notamment : la résolution des conflits, la confiance mutuelle, la non-discrimination, la construction de la paix et de la cohésion sociale, les questions de population avec un focus sur la sexualité responsable, le VIH, les violences sexuelles, la lutte contre la toxicomanie, ont permis l'acceptation mutuelle entre communauté et prévenir les violences ethniques.

Il sied de noter que l'opérationnalisation du Centre des Jeunes de Kitshanga est effective. Au-delà de la construction, UNFPA a équipé le centre des jeunes de Kisthanga avec des matériels de bureaux. Ce Centre de jeunes constituera un cadre d'échanges formel et pacifique entre les jeunes sur les questions qui les préoccupent, et contribuera à réduire les tensions entre communautés parce que les jeunes auront s'y réunir régulièrement pour les questions de la paix.

Par ailleurs, une mutualisation des efforts est fournie entre UNFPA et Alerte International autour de la construction du Centre des jeunes de Kikuku, a été fait. UNFPA a équipé le centre de jeune construit par Alerte international à Kikuku avec les matériels de bureau.

Produit 2.2.1 – La confiance intra et intercommunautaire est accrue

.

A travers 62 activités conviviales et ludiques organisées et l'appui aux AGR des jeunes au cours de la période (comme le tournoi de football, des danses, des pièces des théâtres, des jeux, etc.) le projet a contribué de manière significative à réduire la méfiance intercommunautaire, consolider les rapports entre communautés et à instaurer un climat de confiance entre les membres de différentes communautés :

- Ces activités ludiques sont devenues des moyens de raffermissement des liens, de paix et de cohésion sociale entre les communautés.
- Les jeunes commencent à fréquenter d'autres villages, chose qui n'existait pas jadis.
- Les matchs interethniques sont actuellement livrés régulièrement.
- Les jeunes se désolidarisent de plus en plus des groupes armés et certains jeunes se trouvant dans les groupes armés, participent aux activités.

Ces activités ont touché plus de 30 000 personnes depuis le début du projet et ont permis de resserrer les liens inter et intracommunautaires et ont contribué à la prévention des violences ethniques.

Produit 2.2.2 – La volonté de vivre ensemble est accrue au niveau de la communauté

Grâce au projet, 18 réseaux des jeunes bénéficiaires (réunions, groupes créés sur les réseaux sociaux comme WhatsApp et Facebook) ont été formés selon les types d'activités génératrices des revenus. Ces réseaux constituent un véritable cadre d'échange entre jeunes bénéficiaires sur les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les pistes de solution et également un cadre dans lequel ces jeunes font véhiculer les messages de paix entre les communautés et de cohésion sociale. Au total 200 téléphones ont été distribués aux bénéficiaires à Kitshanga, Birambizo, Nyanzale et

Kikuku. Ces téléphones constituent un véritable moyen de faire véhiculer les comptes rendus des réunions à travers le réseau entre les localités et de partager d'autres informations leurs concernant. A titre d'exemple, les jeunes de Nyanzale et de Kikuku se partagent les informations via le réseau et ceci n'est pas disponible, ils se retrouvent pour tenir les réunions et produisent des comptes rendus en dur. Toujours sur ce chapitre, une conférence régionale a été organisée pour le partage d'expérience entre jeune et un groupe WhatsApp a été créé pour partage d'informations la paix.

Défis et mesures de mitigation

- L'activisme des groupes armés reste encore un grand défi auquel faire face.
- De l'autre côté, certains jeunes vulnérables dans la zone du projet qui n'ont pas eu la chance d'être réinsérés, particulièrement ceux vivant dans les villages éloignés de grandes artères développent une sorte de jalousie vis-à-vis des jeunes réinsérés.
- Comme mesure de mitigation, la construction des centres de jeunes de Kitshanga et Kikuku constitue des cadres d'échanges formel et pacifique entre les jeunes, sur les questions qui les préoccupent, et contribuera à réduire les tensions entre communautés.

Coordination

Point fort : La synergie entre UNFPA et Alerte international sur la construction du centre de jeunes de Kikuku a favorisé l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de cette activité.

Point faible : Mauvaise communication autour de la construction du centre de jeune de Kitshanga entre membres du consortium (ONU HABITAT, UNFPA et SSU).

Encrage institutionnel

L'implication des autorités locales et le Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) de Bashali a permis de dénouer la crise autour du centre de jeunes de Kitshanga.

Questions de genre

Grâce au projet, il a été initié le changement de comportement entre fille et garçon afin de parvenir à plus d'égalité entre filles et garçons et à une plus grande autonomie de la jeune fille **pour ne laisser personne derrière**.

Toutes les activités réalisées ont tenu compte de la dimension **genre**. Un quota de 35 % au moins dédié aux filles rentrant dans les critères a été arrêté pour permettre plus d'égalité entre filles et garçons. Lors de l'identification et la sélection des bénéficiaires dans certaines localités comme Pinga, le pourcentage de jeunes filles sélectionnées dépasse celui des hommes.

Leçons apprises : La réinsertion socio-économique de jeunes ex-combattants est une clé de réussite dans la stabilisation des zones en proies aux groupes armés. ;

Histoires de succès :

Mr Le Chef de village de Kitshanga avait déclaré au cours d'une évaluation que « le projet de stabilisation via le partenaire ABCOM en juin dernier, a permis la canalisation des eaux stagnantes depuis le marché de Kitshanga vers l'Eglise YOPA. Le travail fait entre les jeunes de différentes ethnies a créé un climat de cohésion entre lesdits jeunes (Hundes, Tutsis et Hutus). Le quartier où traversait ces eaux stagnantes ayant été abandonné depuis de longues années, s'est repeuplé à l'issus de ces travaux ; ce quartier le plus envié par les commerçants qui désirent ériger leurs boutiques ».

Objectif Spécifique 3 : Niveau SGBV réduit dans les zones prioritaires

Le dernier objectif spécifique du présent programme conjoint a consisté à contribuer à la réduction sensible du niveau des SGBV dans cinq sites de son implémentation. Pour ce faire, 300 leaders communautaires formés en 2018 se sont engagés en 2019 comme vecteurs de changement de comportement en vue de la prévention des VSBG et promotion de la culture de la paix.

Plusieurs leaders formés ont pris des initiatives pertinentes à l'instar des séances des sensibilisations et des causeries éducatives en vue d'aider leur communauté à prendre conscience des conséquences des VSBG et de s'engager dans la prévention de ce fléau. Plus de 80% ont été jugées pertinentes. Les causeries éducatives initiées par ces vecteurs de changement ont permis de toucher 7500 personnes en raison de 1500 personnes par site (Kitshanga centre, Mweso, Birambizo, Nyanzale et Pinga).

En parallèle de la formation des leaders communautaires, les partenariats avec les médias communautaires ont visé l'amélioration de leur compréhension de la violence faite aux femmes en famille et dans les communautés et l'impact de leur implication dans la sensibilisation des masses. Les radios dont les prestataires ont été formés se sont engagées notamment d'éviter la diffusion de messages qui véhiculent des stéréotypes ou qui favoriseraient les VSBG. Nous pouvons estimer qu'environ 75000 personnes ont été touchées par les émissions diffusées par 5 radios communautaires en raison d'une radio par site.

La pérennisation de ce projet implique la socialisation de la génération montante à travers l'éducation afin d'inculquer dès le plus jeune âge dans la vie quotidienne le respect de l'autre, les questions de genre, la lutte contre les VS, les Droits humains, la justice et les droits de la femme et de l'enfant, la promotion de la culture de la paix, notamment à travers leur cursus de formation (écoles). C'est pourquoi, au-delà de la communication institutionnelle et socio- culturelle, le projet a contribué à l'intégration de la dimension genre dans les enseignements (niveau secondaire seulement faute de moyen) à travers l'UNESCO, suivant son mandat éducatif, à travers la formation des 50 enseignants et 150 élèves, particulièrement , les membres du gouvernement scolaires à la lutte contre les stéréotypes sexistes ou de genre dans les pratiques pédagogiques et parascolaires ainsi que la prévention des VSBG en milieu scolaire. 30 écoles situées dans les cinq sites du projet ont bénéficié de cette formation.

Bien que les activités envisagées dans ce programme conjoint aient été développées dans une nouvelle approche méthodologique basée sur une communication participative institutionnelle et socioculturelle, à travers de nouveaux vecteurs de communication (les causeries éducatives), les activités de sensibilisations ont également été organisées dans 30 écoles.

Dans les lignes qui suivent, nous nous proposons de donner plus d'information sur chacun des résultats atteints dans le cadre de ce projet.

Résultat 3.1 : Prévalence réduite normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG	Etat
	X

Bien que tout changement de comportement commence par la prise de conscience des pratiques néfastes, la connaissance du nouveau comportement et les moyens exigés pour y arriver. Plusieurs séances de sensibilisation des masses et des causeries éducatives ciblées aux différentes couches communautaires ont été organisées afin d'aider la population à prendre conscience de la nécessité de transformer certaines pratiques et normes favorables aux VSBG. Les rapports des partenaires de mise en œuvre ainsi que des missions de suivi révèlent que de plus en plus, les communautés locales connaissent et comprennent les droits des femmes, les violences basées sur le genre, et sont conscientes des mécanismes légaux et judiciaires en place pour leur protection. Ces initiatives ont été centrées sur le transfert d'informations, qui, on le suppose, entraînera un changement d'attitude qui provoquera lui-même un changement de comportement. Il est à garder à l'esprit que les connaissances sont essentielles mais ne sont pas automatiquement liées à un changement d'attitude ou à un changement de comportement et de pratique. le changement de comportement, qui portent

sur le « transfert d'informations » et la « volonté individuelle » rationnelle de changer, ne doit pas être une « pédagogie passive », ou une simple histoire de « leur apprendre ce qui est bien » ; il s'est agi de promouvoir les compétences personnelles et sociales par rapport aux comportements favorables au genre, d'impliquer les individus, d'activer la dynamique participative et communautaire, de réduire des contraintes contextuelles entravant de meilleures pratiques et donc de donner des moyens aux communautés locales. Cela est certes beaucoup plus complexe, mais les efforts déployés s'en trouvent largement récompensés par l'intention de changer exprimée par la majorité des participants aux différentes activités de formation, des causeries éducatives et de sensibilisation.

Le principal facteur de causalité est l'intention d'agir. Cette intention est déterminée par l'interaction : a) Des attitudes envers le comportement lui-même (la grande majorité des bénéficiaires sur le terrain apprécie l'approche de l'objectif spécifique trois et souhaite que ces activités soient multipliées); b)Des normes sociales, (La communauté, les vecteurs de changement ainsi que la partie gouvernementale concernée par le projet (STAREC) approuvent-ils les nouveaux comportements proposés en vue de la prévention et de la promotion des comportements favorables au genre c) De la perception de contrôle comportemental (capacité perçue et compétence à appliquer le comportement par les vecteurs de changement et autres membres de leur communauté).

L'utilisation des leaders communautaires comme vecteurs de changement, en tant que méthode didactique repose sur le principe que les communautés concernées par le changement ont besoin d'occasions fréquentes de réagir à l'information (démontrer leur compréhension ou leur compétence) et de recevoir une rétroaction corrective immédiate, des conseils et des félicitations, au besoin. Cette approche augmente le nombre d'occasions pour les communautés de réagir au changement jusqu'à l'adoption effective du nouveau comportement.

Produit 3.1.1. Les capacités des leaders communautaires sont renforcées dans la prévention des VBG

Sur une prévision de 300 bénéficiaires à formées, au terme du projet 30 membres du cadre d'échanges de Kitshanga, 300 leaders communautaires dont 120 femmes/filles identifiés au sein de l'administration publique et traditionnelle, formés comme vecteurs de changement de comportement sur le genre, les VSBG, la CCC et la culture de la paix sont capables de contribuer au changement de comportement à travers des initiatives pertinentes comme des causeries éducatives, la communication individuelle et collective, les plaidoyers, etc.
En parallèle, sur 30 écoles prévues, 30 écoles ont déjà intégré l'aspect genre dans leurs enseignement et 50 enseignants dont 18 femmes de l'EPSP et 150 élèves membres des gouvernements scolaires dont 70 filles de trente écoles secondaires (en raison de 9 de Kitshanga,7 à Nyanzale, 7 à Birambizo, 2 à Pinga et 5 à Mweso) formés sur les VSBG et la culture de la paix en milieu scolaire contribuent à l'intégration de la dimension genre dans les enseignements dans trente écoles. Des séances de restitution de la formation ont été organisées en vue d'harmoniser les vues sur le genre, les VSBG en milieu scolaire, promulguer le code de bonne conduite sur le genre et les VSBG en milieu scolaire et l'épistémologie d'un enseignement sensible au genre.

Afin de compléter le travail des vecteurs de changement qui a consisté essentiellement à organiser des causeries éducatives ciblées dans la zone du projet (Pinga, Mweso, Nyanzale, Birambizo et kitshanga) afin de toucher 7500 personnes dont les chefs de famille, les leaders religieux, les élèves, les enseignants, les hommes en uniformes, les ex-combattant, les motards, les filles-mères, les femmes mariés, les femmes seules, etc. qui se sont engagés à changer en faveur de la prise en compte du genre dans tous les domaines de vie communautaire.

30 prestataires de médias communautaires dont 12 sont femmes, formés animent et diffusent des émissions sensibles au genre et sensibilisent les communautés pour plus de mobilisation communautaire dans la prévention des VSBG et la promotion de la culture de paix au sein de leurs communautés. Sur 7500 (2250 H; 1500 F; 1875 G & 1875 f) personnes à sensibilisées sural culture de la paix, le projet a touché 75.000 personnes en raison de 15.000 personnes dans chacun des cinq sites.

Produit 3.1.2 – L'engagement des jeunes et des leaders communautaires dans la promotion du genre et de la culture de la paix sont accrue

A la fin du projet, outre les 30 membres du cadre d'échanges ainsi que les 30 autorités politico-administratives formés, 300 leaders communautaires identifiés de manière participative ont également été formés comme vecteurs de changement en vue de non seulement de leur appropriation et pérennisation de l'approche du projet mais aussi de leur contribution à la réduction sensible des VSBG. Cependant, sur les 300 leaders communautaires formés seulement 203 sont encore actifs sur le terrain. Certains ont quitté les sites du projet et d'autres se sont découragés faute d'une prime mensuelle. L'engagement volontaire et bénévole des leaders s'appuie sur leur bonne volonté à agir pour le bien commun. La qualité et l'importance de leur rôle en font souvent des acteurs de changement très sollicités. Cela peut devenir exigeant, aussi faut-il saisir toutes les occasions de leur témoigner de la reconnaissance pour motiver la pérennité de leur engagement.

Au niveau des écoles (seul le niveau secondaire a été pris en compte faute de moyen suffisant), 50 enseignants de 30 écoles de la zone intègrent le genre dans leurs enseignements et les 150 élèves, membres du gouvernement scolaire travaillent afin de promouvoir le genre dans leurs écoles. Ils passent dans des institutions qui influencent les attitudes et les comportements comme les églises, les associations, les familles, les radios communautaires, etc. afin de les inviter à envoyer les filles à l'école. Selon le préfet de l'institut Bashali, le nombre des filles inscrites jusque-là a augmenté de 17% en comparant l'année 2018 et 2019. Quant aux prestataires des médias, une émission sensible au genre est diffusée et rediffusée une fois la semaine et des jungles sont diffusées dans 5 radios de la zone (Radio communautaire de Mweso, de Kibarizo, de Nyanzale, de Pinga et Racou FM de Kitshanga.).

Environ 7500 personnes se sont engagées à adopter les comportements favorables au genre. Environ 75000 personnes ont été touchées par les émissions radios et de plus en plus les communautés ressentent le besoin de l'information et de la formation sur les comportements favorables au genre et à la culture de paix et environ 80 % des initiatives (causeries éducatives, plaidoyers, sensibilisations, etc.) prises par les leaders vecteurs de changement de comportement ont été jugées pertinentes suivant les critères ci-après : thème développé, nombre de personnes cibles, impact de l'initiative, pourcentage des personnes engagées à Changer, etc.

Défis et mesures de mitigation

Défis :

- La consolidation des nouveaux comportements par les communautés sans un accompagnement durable ;
- La consolidation des acquis des interventions de l'objectif spécifique 3 dans les zones touchées ;
- L'extension des interventions de l'objectif spécifique 3 dans toute la zone autour de Kitshanga ;
- Le changement des acteurs des ministères impliqués dans la dynamique dès le début du projet exige du temps pour comprendre la dynamique et le dispositif mis en place dans le cadre du présent projet. D'où le risque du non appropriation de la démarche et du non capitalisation des résultats atteints par cet objectif dans les prochaines interventions par d'autres acteurs intervenant dans les mêmes domaines.

Mesures de mitigation

- Partager les résultats atteints avec d'autres intervenants afin de leur permettre de bâtir sur l'existant lors de prochaines interventions
- Mobiliser des ressources additionnelles en vue de la continuité, consolidation des acquis et l'extension des interventions de la présente intervention au cours de la deuxième phase du projet.

Coordination

Faiblesse : Faible implication des autorités politico administratives dans le projet au niveau national.

XX

Encrage institutionnel

Au niveau local, les autorités administratives et coutumières ont été impliquées dans les activités et celles-ci déclarent que la CCC ainsi que la mobilisation communautaire comme approches utilisées pour la prévention des VSBG seraient une stratégie efficace selon les expertes en genre du STAREC, de la DIVIGENRE et de l'EPSP/Nord Kivu, impliquées dans la mise en œuvre du projet). Le transfert de compétence en matière de la prévention des VSBG, de la CCC et de la culture de paix en vue du respect effectif des droits de l'homme et des enfants, de lutte contre la corruption sous toutes ces formes et de l'élimination de toutes formes de discrimination en matière d'emploi a été effectif. Le chef de mission STAREC au niveau provincial, la coordonnatrice de la maison de la femme, organe technique en charge de l'autonomisation de femmes de la division du genre, l'inspectrice de la maternelle et experte en genre de l'EPSP et l'experte en charge du STAREC dispose des compétences suffisantes pour orienter les interventions de changement de comportement en vue de la prévention des VSBG sur le terrain.

Cette approche de l'UNESCO pose les éléments d'une durabilité des interventions surtout qu'avec ce mode d'intervention, les institutions étatiques et non étatiques partenaires de l'UNESCO sont responsabilisées dans la mise en œuvre, ce qui les prédispose à poursuivre les actions même à la fin des projets

Questions de genre

L'approche utilisée par cet objectif a été transformative. Le but a été d'aborder les différences du genre et créer les conditions où les hommes et les femmes peuvent expérimenter des nouveaux comportements afin d'établir des rôles et des relations plus équitables. Pour ce faire des besoins/intérêts des femmes et des filles sans négliger ceux des hommes et des garçons ont été prise en compte dans toutes les interventions afin de réduire les violences découlant non seulement de la perception de la femme mais également du traitement inégal des filles/femmes et des garçons/hommes dans la communauté.

La prise en compte du genre a donc été effective tant au niveau du choix des acteurs de mise en œuvre qu'au niveau des bénéficiaires. Ainsi, les activités de l'objectif spécifique 3 ont été 100% sensibles au genre vu qu'elles ont contribué toutes à l'amélioration des rapports de genre dans le site du projet, des conditions de vie des femmes dans la zone du projet et à l'augmentation du pouvoir de négociation des femmes et des filles dans différents domaines de vie y compris dans le foncier.

Leçons apprises:

- ✓ La communication doit se faire dans une approche participative, impliquant la communauté, pour que l'information puisse atteindre toutes les couches de la population ;
- ✓ La compréhension de la notion de genre et son intégration dans les communautés exigent que les formations soient conçues pour induire des changements chez des personnes influentes et crédibles (hommes et femmes) capables de véhiculer des valeurs égalitaires à travers leurs comportements ;
- ✓ L'engagement de la partie nationale dans le Programme facilite la mise en œuvre des activités et garantit l'atteinte des résultats.
- ✓ Une fois dans l'action, quand l'engagement des leaders est réel, il devient nécessaire de consolider et/ou élargir leurs capacités pédagogiques et techniques et de leur fournir des outils.
- ✓ La sensibilisation menée conjointement par des hommes et des femmes, leaders engagés, a plus de chances de susciter le changement de comportement.
- ✓ Aborder les VSBG sous l'angle des inégalités femmes – hommes et des droits humains, facilite la prise de conscience et le changement de comportement, tant chez les femmes que chez les hommes. Pour ce faire, le recours aux approches genre et de masculinité positive sont des leviers à privilégier.

Histoires de succès:

- ✓ Je suis Olivier, j'ai 24 ans révolus, ancien colonel du groupe armé APCLS. Je suis marié. Je n'avais aucune considération pour la femme. Je ne respectais même pas ma propre mère. Je fais kidnapper plus d'une fille pour le plaisir sexuel de mes hommes. Démobilisé, j'ai participé aux formations sur les VSBG, j'ai compris que les femmes ont aussi droit à la dignité comme tout le monde. Je regrette vraiment mon passé. Aujourd'hui, j'ai une autre perception de la femme et ma relation avec ma femme considérée jadis comme un objet sexuel, est amélioré. J'ai résolu d'aimer, de respecter et de protéger toute femme. J'invite tous les hommes à faire autant.

- ✓ Laurent, membre du cadre. Avant je pensais que ma femme était bonne à rien. Raison pour laquelle je lui laissais la charge des travaux ménagers. Hier, quand je suis arrivé à la maison après la formation sur le genre, j'ai résolu de l'aider dans la cuisine. J'ai réalisé que faire la cuisine est une tâche noble qui demande le temps, l'énergie, etc. En aidant ma femme j'ai pu ressentir sa joie, le bonheur de mes enfants et cela m'a rendu heureux de voir ma famille heureuse.

- ✓ « Je suis Espoir, élève en sixième année de l'institut Bashali. Avant la formation sur le genre je n'avais vraiment aucune considération pour les filles. Pour moi, les filles étaient des simples machines à produire des enfants. Elles passaient inutilement leurs temps à l'école. Elles devaient rester à la maison en attendant le mariage. Mais la formation sur le genre, les VSBG, la CCC et la culture de la paix m'a aidé à comprendre qu'une fille a les mêmes droits que moi. Ma perception sur mes camarades filles a totalement changé et j'ai commencé à les sensibiliser sur l'importance de leur scolarisation. Je suis fier de travailler comme vecteur de changement de comportement »

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

TYPE D'IMPACT AU NIVEAU DU PROJET

L'OBS1 :

En 2019, Les cas de déguerpissements forcés liés au foncier de populations n'ont pas été observés mais aussi les plates-formes des organisations de jeunes et de femmes ont consolidé la paix à travers des centaines des conflits fonciers résolus ainsi que des séances de mobilisation communautaire autour de la nécessité de vivre ensemble.
Selon les dires d'un habitant de Kahira. Dans la zone du projet, des violences liées au foncier n'ont pas eu de place mais par contre, la promotion de méthodes alternatives de résolution pacifique des conflits fonciers est en vogue.
Néanmoins, comme les conflits sont inhérents à la société, au terme du projet, les structures et plates-formes des organisations de jeunes et de femmes actives dans le foncier déjà opérationnelles et fonctionnelles vont prendre relève pour résoudre pacifiquement les conflits fonciers.

OBS2 :
Dans la zone du projet, les groupes armés Nyatura, APCLS ont été démobilisés notamment à cause de l'impact des AGRs sur les forces combattantes.
Les effets des AGRs sont aussi l'acceptation mutuelle entre ethnies jadis en conflit. Les membres des communautés Hutu, Hunde, Tusti se parle avec franchise autour de questions de consolidation de la paix malgré les groupes armés à caractère ethnique qui ont endeuillé la région.

OBS3:

- Dans la zone du projet, il y a une diminution des cas des violences liées au genre et faite à la femme. Les femmes commencent à acheter des lopins de terres et les fonds enregistrer sous leurs noms en dépit de coutumes contraire à loi et qui avaient ravis les droits de la femme pendant plusieurs décennies. Les femmes s'expriment sur les chaines radio et dans les cérémonies publiques sans obtenir l'autorisation de leurs maris contrairement à la période d'avant-projet où les femmes ne prenaient pas la parole en public sans autorisation de leurs maris, déclare un bénéficiaire de Mweso.

INFLUENCE SUR LA DYNAMIQUE DES CONFLITS

L'OBS1 :
La dynamique de conflits était caractérisée par la compétition pour le contrôle de la terre mais avec la promotion de mécanismes alternatifs de résolution pacifique des conflits fonciers, la médiation et le plaidoyer deviennent de plus en plus une voie par laquelle les vulnérables accèdent à la terre pacifiquement.
En outre, la résolution des conflits fonciers les plus complexes et qui déstabilisaient la zone de Kahira, Tambi , Nyabura et Chungo est une jurisprudence à la recherche de solution des conflits fonciers emblématique de la région. La milice Bohoza qui était né suite aux revendications d'accès à la terre a démobilisé à cause de l'intervention du projet.

OBS2 :
Les groupés armés ont connus des défections dans leurs rangs suite aux effets des AGRs. Par ailleurs, d'autres jeunes ne veulent plus réintégrer les groupes armés parce qu'ils ont trouvé le minium de vie.
La dotation des AGRs aux jeunes issus de différentes ethnies et dont la plupart ont combattu dans les rangs de groupes armés a contribué au désarmement communautaire parce que les jeunes ont quitté les groupes armés pour profiter l'emploi temporaire (HIMO) et les avantages des AGRs.

OS3 :
La zone autour de Kitshanga est une zone de conflit à répétition. Dans ce contexte les femmes sont d'un côté, l'objet d'exactions ciblées, notamment des violences sexuelles sous toutes ses formes commises par aussi bien les civils que les différents groupes armés et les hommes en uniforme. La perception erronée de la femme est l'un des facteurs justifiants ces pratiques. De l'autre côté, elles sont principales responsables de la génération montante. A travers la socialisation, elles communiquent ses stress, ses angoisses, etc. en prédisposant ainsi ses éduqués à devenir auteurs des VSBG.

La prise de conscience sur la nécessité de modifier certaines normes socioculturelles favorisant les VSBG, l'avilissement du statut de la femme et le manque de la culture de la paix par les communautés, constitue le premier pas vers l'amélioration du statut et des conditions de vie de la femme et la prise en compte du genre dans les projets de stabilisation et/ou de développement. Et offre à la population de la zone autour de Kitshanga la possibilité de réduire sensiblement l'incidence des VSBG dans leur quotidien pouvant alimenter la dynamique des conflits dans la zone et de promouvoir le renforcement de confiance entre peuples.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

Voir Budget en annexe

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

En cochant la case dans le tableau à coté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge mois de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues:

Etat		
X		

Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement (max 150 mots). Lancé en Juillet 2017, le projet devrait prendre fin en Juillet 2019. Dans la mise en œuvre, le taux de réalisation des activités était faible par rapport à la période prévue. Ceci a fait que le projet a connu une extension sans cout allant jusqu'en Octobre 2019 à cause notamment du retard avec lequel on avait commencé le projet (la mise en œuvre a commencé effectivement en Janvier 2018) mais aussi une lenteur dans le transfert allocations aux structures de mise en œuvre.

Notons cependant que les activités de l'objectif spécifique trois se sont déroulé dans les délais (Juin 2019) étant donné que l'enveloppe ne représentait que le 15% du budget total.

3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit[4].

Voir budget en annexe

3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

L'appui apporté par le secrétariat technique dans le suivi et évaluation des activités, a contribué à la mise en œuvre des activités du projet en termes de conseils et recommandations. Il en est de même pour les membres du comité technique conjoint qui ont apporté leur contribution dans la

[4] Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

mise en œuvre en termes de suivi et conseils à l'issue de leurs missions de suivi. Il a été observé des failles dans la mise en œuvre pour le partenaire LUCODER qui n'a pas bien réalisé les activités sur l'axe Katsiru-Nyanzale pour l'objectif spécifique 2.

Pour ce faire, le rapport de mission des membres du comité technique conjoint avait recommandé que les activités de LUCODER soient réalisées par les partenaires WOA et CODDHU au sein du consortium pour éviter le délai de recruter un nouveau partenaire qui ne connait pas la logique du projet et pour gagner le temps dans la mise en œuvre des activités.

La coordination du projet a salué aussi la visite de suivi des activités du projet organisée en novembre 2018 par les représentants du Royaume des Pays Bas et de la Coopération britannique. Cette visite leur a permis de s'imprégner des résultats du projet, mais aussi le contexte de la mise en œuvre et les défis y afférents.

Bien que tous les partenaires de mise n ouvre ont été efficace à par LUCODER, certains autres partenaires n'étaient pas permanents sur terrain ce qui a constitué l'un des points négatifs du projet. En fin, le rapport de l'étude de base a été revue et complété et les données de références ont été changé faut des incohérences.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Le rapport cherche à justifier que toutes les activités du projet ont eu un impact très positif, néanmoins le rapport ne fournit pas suffisamment des preuves ne sont pas concrètes. En plus il s'observe des difficultés à prouver les sources de certaines données. Le rapport est aussi assez faible dans l'explication de l'impact que ces activités ont eu au sein de la communauté. Plusieurs produits / résultats ne rapportent pas vers les indicateurs (e.g. Résultat. 1.2.), une preuve que le suivi-évaluation du programme n'est pas basé sur les résultats. Il y a également par ci, par là des affirmations sans évidences. (e.g. dans le OS1, le rapport mentionne des résultats des pourcentages des Hommes et Femmes qui perçoivent que les conflits fonciers ont baissé dans leurs communautés, mais le rapport n'explique pas comment cette perception de baisse est-elle liée au projet, quelles activités menées par le projet qui auraient contribué à cette baisse, qu'a fait le projet concrètement pour aboutir à ce résultat. En plus, ce pourcentage semble n'avoir pas été correctement calculé. Dans le Résultat 1.1., le rapport affirme que dans le site de Burungu les populations ont «très bien accédé à la terre » mais ce n'est pas claire s'il	1

		y a eu accès ou sécurisation foncière et des évidences, etc) . Le rapport ne justifie pas suffisamment pourquoi quelques résultats attendus n'ont pas été atteints (e.g. 1.1.1.e, etc…). Il y a des graphiques sans titres et des informations très vagues (e.g. Produit 1.1.1. « plus de 100 personnes ont été formées"). Il y a plusieurs commentaires et demandes des informations du ST qui se répètent, sans réponses et ainsi, ils n'ont pas été pris en compte dans cette dernière version de rapport. (e.g. Produit 1.1.2.a, définition sécurisation foncière alternative, histoires de succès, … etc)	
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données rapportées par le partenaire ne sont pas logiques ni de qualité. Le rapport fait référence à une étude sans une robuste méthodologie pour arriver à des conclusions données (e.g. Produit 1.2.1. « […] s*elon une étude… »).* Le rapport inclure des données de perception différentes de celles d'HHI (une source indépendante et admise dans le projet), sans une explication sur la méthodologie. *A* certains endroits les partenaires avancent des données sans sources ni probabilité d'avoir des preuves (évidences). A d'autres endroits des % sont seulement avancés, mais il n'y a pas des notes pour faire comprendre comment ce % a été trouvé ou calculé (pas de numérateurs et dénominateurs) (e.g. […] s'expriment librement à 75%, leurs mentalités ont changé après avoir écouté les autres à 70, leurs attitude est de bonne foi à 71%...). De fois les donnes sont incohérentes (e.g. Produit 1.2.2). Souvent il n'y a pas de quantification ni désagrégation par lieu, ethnie, homme, femme, fille et garçons (e.g. Produit 1.1.2 « des personnes rencontrées estiment que… » ; Produit 1.2.1 « plateformes de dialogue… ».	1,5
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Le projet n'a pas pu terminer les activités planifiées dans le temps en dépit de l'extension sans coût reçue. Il y a des cibles non atteintes ou dépassées et où le partenaire ne donne aucune explication ni justification (e.g. Résultat 1.1 sécurisation foncière alternative, cible 400 atteint 170, Produit 1.1.1. cible 11.784 atteint 3.751). La non atteinte des cibles et/ou leur dépassement est un indicateur soit	1

		de surbudgétisation, d'absence de planification réaliste et/ou de suivi opérationnel du projet. Au moment où la sécurisation foncière était l'un des piliers stratégiques du projet, il semble qu'elle n'a pas eu lieu ou il n'est pas suffisamment expliquée dans le rapport (e.g. Résultat 1.1 « Une sécurisation foncière alternative a été faite sur le site de Burungu et a bénéficié à 170 ménages » ; « Ce conflit foncier complexe sera résolu dans la deuxième phase » ; Produit 1.1.1. « 20 personnes ont sollicité les titres de propriété foncière ». En bref, il n'a pas suffisamment des évidences sur les alternatives de sécurisation foncière, octroi de titres, cartographie de conflits fonciers, plaidoyers de haut niveau, installation des brigades foncières… etc. ; pourtant bien prévues dans le projet Les questions du développement de la base de données et l'appui à l'installation des brigades foncières ne sont pas claires non plus dans le rapport. Certaines activités ont été réalisées sans une stratégie de clôture (e.g. Plan foncier du site de Burungu et Katuhunda, développé en Novembre 2019 et partagé en mars 2020). Le rapport aussi affirme que les structures seront pérennisées grâce aux AGRs, mais c'est difficile à comprendre la base de cette affirmation (e.g. Produit 1.1.3). C'est difficile à savoir qu'est-ce qui passe avec les activités en cours lors de la clôture du projet (e.g. Produit 1.2.2 conflits en cours de résolution). Visiblement le partenaire semble ne s'être pas focalisé à la pérennisation des activités (pas de stratégie de sortie).	
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	L'information sur les mesures de mitigation sont assez faibles vu les défis permanents liés au consortium et au contexte (e.g. Indicateur 1.1.1.e le rapport n'explique pas aucune mesure de mitigation dans ce sens, ce qui a causé une taux de réalisation de 31.8%) Le rapport inclue des paragraphes exacts du rapport semestriel juillet – octobre (e.g. influences sur la dynamique des conflits…) avec des questions du ST auxquelles le rapport n'a pas encore répondu. C'est difficile de comprendre l'encrage institutionnel est à quel niveau dans ce projet (e.g. Produit 1.2.1). Les défis et mesures de mitigation sont présentés comme une opportunité de plaidoyer pour une deuxième phase du projet.	1,5

		Il n'a pas des références ni de lien entre le volet genre de l'UNESCO et cette OS1 ; pourtant ceci est important pour prouver en quoi les 3 objectifs étaient complémentaires et se soutenaient.	
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi dès données collectées	Plusieurs indicateurs restent vides (e.g. indicateurs de l'OS2, Résultat 2.2 ou incomplètes (e.g. Résultat 2.1., Produit 2.2.1) ; à d'autres endroits le partenaire se focalise à son étude de perception au lieu et place des sondages de HHI Le rapport cherche à justifier l'impact positive des AGRs et activités communautaires dans la démobilisation et sécurisation des communautés, mais sans preuves concrètes et sans expliquer les sources de ces données (e.g. Résultat 2.1 « les conflits inter et intracommunautaires ont été réduit à 72% sur 80% prévu », « les groupes armés locaux jadis actifs se sont vidés » Produit 2.21. « La confiance intra et intercommunautaire est accrue » … etc). Le rapport n'explique pas suffisamment les activités développées et leur impact dans la communauté (e.g. Résultat 2.1. « les activités conviviales et ludiques organisées », AGRs mise en place par des bénéficiaires des activités HIMO, Produit 2.1.1 « Plusieurs séances de travail ont été organisées », Résultat 2.2. 62 activités conviviales organisées, fora des discussions, etc) Il y a plusieurs commentaires et demandes des informations du ST qui restent sans réponse dans le rapport. Un des commentaires faisait référence à l'approche en général dont cet objectif est rapporté et le lien entre les AGRs et la démobilisation. Le rapport montre un suivi-évaluation des activités sans une analyse à la base d'un suivi-évaluation et apprentissage de tout cet objectif dans son ensemble : combien d'AGR n'ont pas bien fonctionné, où et pourquoi ? Quelles sont les AGR plus rémunératrices et pourquoi ? quelles sont les leçons apprises ?, lien entre les AGRs et la démobilisation des groupes armés APCLS et Nyatura). Ces commentaires faisaient aussi référence aux informations concrètes (e.g. Résultat 2.1. définition de « fructifier », jalousie des autres membres de la communauté, histoires de succès, … etc). Mais tous ces commentaires ne sont pas pris en compte dans cette dernière version du rapport. Le rapport inclue des paragraphes exacts du rapport semestriel juillet – octobre (e.g.	1,5

		influences sur la dynamique des conflits). Quelques phrases donnent de confusion (Résultat 2.1. « Le projet prévoit… »).	
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	L'objectivité des résultats peut être mise en cause car il n'existe pas des évidences (e.g. Résultat 2.1. « suivi […] discussions […] ont permis de constater encore une fois de plus le changement perceptible dans le comportement des jeunes bénéficiaires », « appropriation des activités de la part des bénéficiaires », « réduction des conflits inter et intracommunautaires », « […] se désolidariser de plus en plus des groupes armés, de réduire le banditisme et la criminalité mais aussi le chômage", réunions hebdomadaires… etc). En plus, la source de quelques informations n'est pas claire (e.g. Résultat 2.1. Chef de Division des Affaires sociales). L'indicateur 2.c dans le cadre logique mentionne une enquête pour arriver à avoir des données, mais cette information reste vide. Il manque de désagrégation de données par localisation, ethnie, sexe (e.g. Produit 2.1.1, Produit 2.2.1, Produit 2.2.2).	1
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Le projet a souffert d'un grand retard dans le déroulement de certaines activités concrètement la dotation des AGRs, l'étude de marché, la construction et équipement des centres des jeunes, etc. Ce n'est pas claire l'impact que l'étude de marche a eu dans les AGRs car ceci était fait vers la fin du projet. Le rapport continue à montrer depuis le dernier rapport de juin-octobre 2019 des incohérences entre les données du cadre logique et le rapport narratif (e.g. Indicateur 2.1.a Pourcentage de jeunes filles et garçons qui ont réussi à fructifier leurs AGRs ; Produit 2.1.1 réinsertion socioéconomique 600 jeunes vulnérables), donc c'est difficile pour un externe de comprendre les donnes et l'impact de ce volet. Le rapport ne justifie pas suffisamment pourquoi quelques résultats attendus n'ont pas été atteints ni à montrer ce qui a été appris durant la mise en œuvre du projet.	1
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Le rapport mentionne comme seule mesure de mitigation la construction du centre de jeunes, mais ceci c'est une activité déjà planifiée dans le projet. Le rapport ne mentionne pas des autres défis et mesures de mitigation liées aux défis du consortium, surtout le retard dans la dotation des AGRs et	1

		la construction / équipement des centres des jeunes. Le rapport ne mentionne aucune preuve concrète sur l'encrage institutionnel et le changement de comportement entre fille et garçon. L'aspect genre reste assez faible. Il n'a pas des références vers le volet de l'UNESCO et sur le volet genre au-delà d'une participation quantitative (désagrégation par sexe) dans les activités.	
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi dès données collectées	Il y a plusieurs commentaires et demandes des informations du ST qui se répètent dans le rapport et qui continuent à n'est pas être répondues ou prises en compte. Par ailleurs des autres informations se répètent dans plusieurs sections. Plusieurs produits / résultats ne rapportent pas vers les indicateurs (e.g. OS3 ; Résultat 3.1, Produit 3.1.2…). Le rapport mentionne des données de façon assez faible sans détails sur la cible, la désagrégation par lieu, sexe, catégorie… etc ou sans donner des exemples (e.g. OS3 « 300 leaders communautaires formés », Produit 3.1.1. « 30 membres du cadre d'échanges de Kitshanga », Résultat 3.1 « ciblées aux différentes couches communautaires »; OS3 « Plusieurs leaders formés ont pris des initiatives pertinentes » « des initiatives pertinentes à l'instar des séances des sensibilisations ».... etc. Pas des informations concrètes sur plusieurs activités tels que : - Les émissions radio et leur impact au sein de la communauté. Néanmoins le projet affirme avoir cible 75000 personnes (OS3) sans expliquer non plus la méthodologie pour arriver à ce chiffre. - La communication institutionnelle et socio-culturelle. - Activités de sensibilisations, plusieurs séances des causeries éducatives dans les écoles, des séances de restitution de la formation… etc. (E.g. OS3 et Résultat 3.1 : combien de séances, où, cibles, contenu des activités, impacte, etc, faites par qui et pour qui ?).	1
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Il s'observe des difficultés à prouver les sources de ces données et l'impact (e.g. OS3 300 « leaders communautaires formés en 2018 se sont engagés en 2019 comme vecteurs de changement de comportement », Résultat 3.1. « les communautés locales	1,5

		connaissent et comprennent », « sont conscients des mécanismes légaux et judiciaires », Produit 3.1.1. « Contribuent à l'intégration de la dimension genre », Produit 3.1.2. « 7500 personnes se sont engagées à adopter les comportements favorables au genre »). Dans quelques activités les résultats atteints montrent une réalisation au-delà de la cible (e.g. OS3 « 7500 personnes ») sans expliquer la méthodologie pour arriver à ces chiffres ni donner des explications des écarts Le rapport inclure des réflexions théoriques sans aucun lien au projet.	
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Le partenaire avait dans le temps convenu fini toutes les activités prévues et avait consommé la totalité du budget.	3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	En général les mesures de mitigation sont bien développées. Le rapport explique suffisamment que l'UNESCO a fait participer la division du Genre, celle de l'éducation et le STAREC dans les activités de sensibilisation. Au niveau local, le projet a impliqué suffisamment la chefferie et le délégué du gouverneur mais cette information n'est pas suffisamment claire dans le rapport. Concernant le genre, les H, F, F et G ont été impliqués dans toutes les activités et leurs problèmes ont été traités dans les séances de sensibilisation. Néanmoins dans le Produit 3.1.2. le rapport n'explique aucune mesure de mitigation face aux découragement des leaders communautaires formés. Aucune mention n'est faite dans le rapport en rapport avec le manque de coordination entre le OS3 et les autres objectifs.	2
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Le rapport n'inclue pas des analyses sur la pertinence des approches et l'impact final de cette programmation liée au contexte (e.g. : qu'est-ce qui a bien marché, ce qui n'a pas bien marché, qu'elles sont les leçons à tirer, etc…). Le rapport n'arrive pas à expliquer les défis et les mesures de mitigation mise en place par la programmation. Ceci fait que les raisons pour le grand délai dans la mise en place de quelques activités, le bas taux de performance (haute nombre de cibles pas atteint) versus consommation du budget et la	1,5

		manque d'une stratégie de pérennisation restent sans une justification claire.	
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Au lieu d'être analytique et aussi tirer des leçons, non seulement ce rapport est à la défensive (justifier tout ce qui n'a pas marché au lieu d'apprendre) mais aussi il continue à être un plaidoyer pour une deuxième phase du projet pour avoir les moyens de finaliser les activités qui n'ont pas été réalisées et qui sont toujours en attente à la fin du projet. Le OS1 s'est limite à l'accès à la terre au court terme mais pas à la sécurisation foncière. L'OS2 a connu un grand délai dans la dotation des AGRs, quelques-uns ont été donnes vers la fin du projet. Le rapport ne facilite pas aucune analyse sur le lien entre les AGRs et l'amélioration de la sécurité et la cohésion sociale. Le volet du OS3 avait affirmé avoir attendu la cible a la moitié du projet, mais c'est difficile à savoir à l'impact réel de ces activités et leur pérennisation. Le rapport n'a pas pris en compte des commentaires fournis par le ST dans les rapports antérieures, surtout relativement au lien entre cette projet et la démobilisation communautaire. Chaque pilier a travaillé en solo sans aucun lien apparent avec aucune des autres activités développées par le consortium. Les efforts de chaque OS n'ont pas été capitalisés (e.g. aucun des leaders communautaires identifies dans le OS1 ou aucun des bénéficiaires des AGRs s'est bénéficié de la formation ou sensibilisation facilite pour l'OS3), alors que l'approche genre de ces objectives a reste assez faible et limite a une participation quantitative des femmes.	1
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés	Le rapport n'a pas pris en considération le commentaire visant à fournir le pourcentage d'écart entre les prévisions et les chiffres réels. Le rapport financier global a dépassé la flexibilité budgétaire de 20 % du PNUD dans deux catégories : - Fournitures, produits de base, matériaux : 68% de sous-utilisation - Les équipements et le mobilier ont été dépassés de 145%. Quelques explications ont été fournis dans les échanges par email mais pas dans le	2

		rapport. « Les ordinateurs commandés ont coûté 1 350 dollars par ordinateur pour 3 membres du personnel. Cependant, afin de réaliser des économies d'échelle, le bureau a fait une offre pour l'ensemble des "équipements et mobilier (lies au soutien)" et a sélectionné l'offre la plus basse. » Les titres des produits dans le narratif et les produits dans le budget ne correspondent pas, ce qui rend difficile la comparaison entre les rapports financiers et le descriptif.	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Il est fréquent que la réalisation des indicateurs ne corresponde pas au taux de dépense, et pourtant rien ne le justifie dans le récit. En ce qui concerne le résultat 1.1.1.1.e, 31,8 % de l'objectif a été atteint, mais la ligne est dépensée à 161 %.	2
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	N/A car le projet a pris fin en octobre	N/A
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			23,5/48

Commentaires généraux

Les donnes sont de fois faibles et incohérentes. Il n'y a pas des donnes sur plusieurs indicateurs.
Ce rapport est plus orienté vers les activités et que vers les résultats et l'impact.
Les leçons apprises sont assez faibles. Le rapport ne facilite pas une analyse de l'impact ni un apprentissage de cette programmation dans les dynamiques du conflit et la population.
C'est recommandable de partager l'évaluation mentionnée et développée en 2019, las bases de données des bénéficiaires, conventions sur l'accès à la terre, business plan des AGRs et des autres documents mentionnés dans le rapport qui peuvent supporter vos affirmations.
Le consortium n'a pas organisé une séance de clôture du projet pour capitalisation des leçons apprises, des bonnes pratiques et de pérennisation des accordes de l'accès à la terre, pérennisation des AGRs et des acquis dans le volet SGBV.

Le projet reste sans stratégie de durabilité au niveau de la communauté.
Dans le cadre logique :

1. Après une vérification des numérateurs et dénominateurs, il a été observé qu'il y a quelques erreurs dans les calculs des pourcentages. Il est recommandé à l'UNHABITAT de rendre disponible les numérateurs et dénominateurs de toutes les données dans tous les rapports.
2. Il y a quelques incohérences entre le rapport narratif et le cadre logique, et entre la partie narrative du cadre logique et les données quantitatives (e.g. 1.1.1a, 1.1.2.a).
3. Plusieurs données du cadre logique n'ont pas été actualisées depuis le rapport de janvier-juin 2019.
4. Le cadre logique est non seulement surchargé mais aussi comprend quelques informations qui devraient faire partie du rapport narratif.

ANNEXES –

1. CADRE LOGIQUE

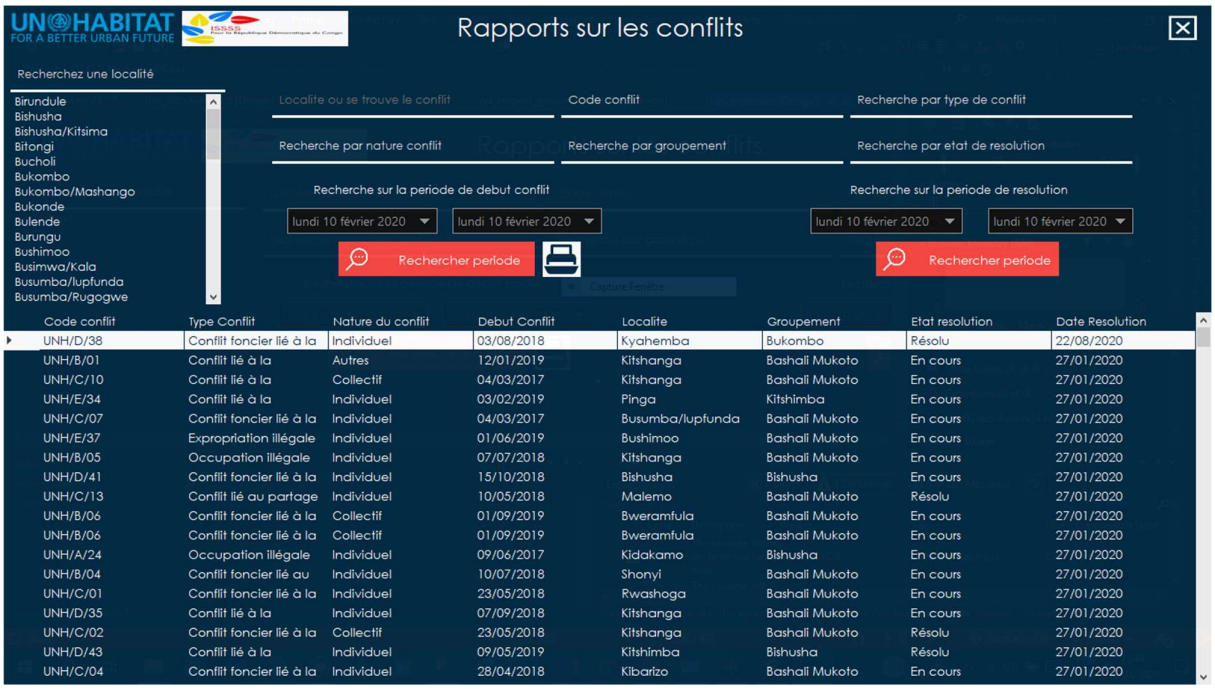
(En 'annexer)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).

A compléter par le partenaire.

1. Nous avons intégré 3 indicateurs dans le cadre logique parce que ces indicateurs découlent de la modification du produit 1 et 2 de l'OBS1 du projet et adopté par le CAP depuis Mars 2018.
   a. Indicateur 1.1.1.c Nb de séances de plaidoyer tenues auprès des concessionnaires ;
   b. Indicateur 1.1.1.d Nb des conventions collectives agricoles signées pour l'utilisation des terres ;
   c. Indicateur 1.1.1.e Nb des d'hommes, femmes, jeunes filles et jeunes garçons qui accèdent à la terre grâce au plaidoyer auprès des concessionnaires
2. Aussi, le rapport de l'étude de base a été revue et complétée pour adaptés les données sur certains indicateurs du projet.

2. CAPTURE D'ECRAN_DE LA BASE DES DONNEES DU PROJET PKA



Code conflit	Type Conflit	Nature du conflit	Debut Conflit	Localite	Groupement	Etat resolution	Date Resolution
UNH/D/38	Conflit foncier lié à la	Individuel	03/08/2018	Kyahemba	Bukombo	Résolu	22/08/2020
UNH/B/01	Conflit lié à la	Autres	12/01/2019	Kitshanga	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/C/10	Conflit lié à la	Collectif	04/03/2017	Kitshanga	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/E/34	Conflit lié à la	Individuel	03/02/2019	Pinga	Kitshimba	En cours	27/01/2020
UNH/C/07	Conflit foncier lié à la	Individuel	04/03/2017	Busumba/lupfunda	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/E/37	Expropriation illégale	Individuel	01/06/2019	Bushimoo	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/B/05	Occupation illégale	Individuel	07/07/2018	Kitshanga	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/D/41	Conflit foncier lié à la	Individuel	15/10/2018	Bishusha	Bishusha	En cours	27/01/2020
UNH/C/13	Conflit lié au partage	Individuel	10/05/2018	Malemo	Bashali Mukoto	Résolu	27/01/2020
UNH/B/06	Conflit foncier lié à la	Collectif	01/09/2019	Bweramfula	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/B/06	Conflit foncier lié à la	Collectif	01/09/2019	Bweramfula	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/A/24	Occupation illégale	Individuel	09/06/2017	Kidakamo	Bishusha	En cours	27/01/2020
UNH/B/04	Conflit foncier lié au	Individuel	10/07/2018	Shonyi	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/C/01	Conflit foncier lié à la	Individuel	23/05/2018	Rwashoga	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/D/35	Conflit lié à la	Individuel	07/09/2018	Kitshanga	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020
UNH/C/02	Conflit foncier lié à la	Collectif	23/05/2018	Kitshanga	Bashali Mukoto	Résolu	27/01/2020
UNH/D/43	Conflit lié à la	Individuel	09/05/2019	Kitshimba	Bishusha	Résolu	27/01/2020
UNH/C/04	Conflit foncier lié à la	Individuel	28/04/2018	Kibarizo	Bashali Mukoto	En cours	27/01/2020